

Pourquoi les peuples échouent à devenir États

Études de cas comparées.

L'échec d'un peuple à accéder à la souveraineté politique est rarement lié à un déficit d'identité ou de volonté collective. L'histoire récente montre plutôt que la reconnaissance étatique dépend de facteurs structurels précis, souvent absents ou inachevés. Une étude comparée de quelques cas contemporains permet de dégager des constantes vérifiables.

Le cas kurde illustre la fragmentation comme obstacle majeur. Présents sur un territoire continu réparti entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, les Kurdes forment une nation culturellement cohérente mais politiquement divisée. Les institutions kurdes n'ont jamais pu s'imposer de manière unifiée sur l'ensemble du territoire revendiqué. Les expériences d'autonomie, notamment au Kurdistan irakien, ont produit des administrations fonctionnelles, mais sans souveraineté complète ni contrôle diplomatique. L'absence d'un centre décisionnel unique et la dépendance militaire envers des puissances extérieures ont limité la crédibilité étatique du projet.



La Catalogne constitue un échec d'une autre nature. Contrairement aux Kurdes, elle dispose d'institutions solides, d'une économie développée et d'une administration efficace. Son blocage réside dans le cadre juridique et stratégique. Le processus indépendantiste catalan s'est heurté à une constitution espagnole qui ne reconnaît pas le droit à la sécession unilatérale et à une absence totale de soutien international. En 2017, la déclaration d'indépendance s'est faite sans contrôle effectif des leviers fondamentaux de l'État, notamment la fiscalité, les forces de sécurité et les relations extérieures. La capacité administrative existante n'a pas été convertie en autorité souveraine.

L'Écosse offre un exemple différent, souvent mal interprété. Le mouvement indépendantiste écossais s'est inscrit dans un cadre légal clair, avec un référendum reconnu en 2014. Malgré une identité nationale affirmée et des institutions autonomes, le projet a échoué à franchir l'étape décisive. L'État britannique a conservé le contrôle des compétences régaliennes clés, et l'option souverainiste n'a pas démontré une capacité suffisamment convaincante à gérer la transition étatique, notamment sur les plans monétaire et diplomatique. Ici, l'échec ne vient ni de la répression ni du chaos institutionnel, mais d'un rapport de force structurel défavorable et d'une préparation étatique jugée incomplète par la population.

À l'inverse, le Somaliland, souvent ignoré, éclaire ces échecs par contraste. Bien que non reconnu internationalement, il a développé depuis les années 1990 des institutions stables, une sécurité intérieure effective et une continuité administrative réelle. Cette expérience démontre que la construction étatique précède souvent la reconnaissance, et non l'inverse.

Ces cas convergent vers une conclusion claire. Les peuples échouent à devenir États lorsqu'ils confondent affirmation identitaire et capacité étatique. La souveraineté ne repose pas d'abord sur le récit, mais sur la maîtrise du territoire, la cohérence institutionnelle, l'autonomie décisionnelle et la crédibilité externe. Sans ces fondations, l'indépendance demeure une intention politique plutôt qu'un fait accompli.

Louis-Martin Carrière